

**Assemblée générale**

Distr. générale  
29 février 2012  
Français  
Original: anglais

---

**Conseil des droits de l'homme**  
**Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention  
arbitraire à sa soixante et unième session,  
29 août-2 septembre 2011**

**N° 38/2011 (République arabe syrienne)**

**Communication adressée au Gouvernement le 11 mars 2011**

**Concernant: Tal Al-Mallouhi (ci-après M<sup>me</sup> Al-Mallouhi)**

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

### **Informations reçues**

#### *Communication émanant de la source*

3. Tal Al-Mallouhi, née en 1991, résidant habituellement avec sa famille à Homs, en Syrie, est étudiante et tient sur Internet un blog présentant des poèmes et des articles. Elle n'est affiliée à aucun parti politique.

4. M<sup>me</sup> Al-Mallouhi a été arrêtée le 27 décembre 2009 après avoir été convoquée à la Section 279 des services de sécurité de l'État, située à Damas. Le sujet de l'interrogatoire était son voyage en Égypte. M<sup>me</sup> Al-Mallouhi a été détenue au secret, sans aucun contact avec le monde extérieur et sans aucune procédure judiciaire.

5. Le 10 novembre 2010, M<sup>me</sup> Al-Mallouhi a été conduite au Bureau du Procureur de la Cour suprême de sûreté de l'État. Sa famille a été informée du fait qu'elle était accusée «d'espionnage et de partage d'informations avec un État étranger» et qu'elle était détenue à la prison de Duma, près de Damas.

6. Le 14 février 2011, M<sup>me</sup> Al-Mallouhi a été traduite devant la Cour suprême de sûreté de l'État et condamnée à cinq ans d'emprisonnement. D'après les informations reçues, son procès s'est déroulé à huis clos et elle n'a pas eu accès à un conseil. Elle n'a pas disposé des moyens nécessaires pour préparer sa défense et s'entretenir avec un conseil de son choix. En outre, la décision rendue par la Cour suprême de sûreté de l'État, juridiction d'exception, n'est pas susceptible d'appel.

7. La source affirme que l'arrestation et la détention de M<sup>me</sup> Al-Mallouhi s'inscrivent dans le cadre de la politique que pratiqueraient les autorités pour faire taire toute forme de critique à l'égard du Gouvernement. Les motifs de la détention de M<sup>me</sup> Al-Mallouhi étaient liés à son blog Internet, dans lequel elle avait l'habitude de débattre de divers sujets et de publier des poèmes.

#### *Réponse du Gouvernement*

8. Le Groupe de travail a adressé les communications au Gouvernement le 11 mars 2011 et le 10 juin 2011, et regrette que celui-ci n'ait pas fourni les renseignements demandés. Le Groupe de travail aurait souhaité que le Gouvernement collabore.

### **Délibération**

9. Conformément à ses Méthodes de travail révisées, le Groupe de travail est en mesure de rendre un avis sur cette affaire en se fondant sur les renseignements reçus.

10. Dans la présente affaire, la première question est de savoir si la privation de liberté est la conséquence de l'exercice des droits et libertés énoncés à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

11. Le Groupe de travail a examiné la relation existant entre la détention de M<sup>me</sup> Al-Mallouhi et l'exercice par cette dernière du droit fondamental à la liberté d'opinion et d'expression. La source affirme que la détention est une conséquence directe de l'exercice dudit droit par M<sup>me</sup> Al-Mallouhi et n'a pas d'autres motifs. Le Groupe de travail n'a reçu aucune information du Gouvernement permettant de réfuter les allégations selon lesquelles les garanties liées au droit fondamental à la liberté d'opinion et d'expression ont fait l'objet de violations. Le Gouvernement n'ayant pas contesté qu'il y avait matière à plainte, le Groupe de travail n'a pas d'autre alternative que de conclure que la détention de M<sup>me</sup> Al-Mallouhi constitue une restriction injustifiée de son droit fondamental à la liberté d'opinion et d'expression. Sa détention relève donc de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

12. En outre, le Groupe de travail note avec préoccupation que M<sup>me</sup> Al-Mallouhi a été détenue au secret, sans aucun contact avec le monde extérieur et sans aucune procédure judiciaire. La période de détention, à savoir du 27 décembre 2009 jusqu'au moment où elle a été présentée à un juge le 14 février 2011, constitue une violation manifeste des obligations internationales relatives aux droits de l'homme. Le déni d'accès à un conseil et aux moyens nécessaires pour préparer sa défense constitue une autre violation. Le Groupe de travail rappelle également que la Cour suprême de sûreté de l'État est une juridiction militaire d'exception dont les décisions ne sont pas susceptibles d'appel, ce qui constitue une violation des garanties relatives à une procédure régulière.

13. Le Groupe de travail rappelle sa jurisprudence constante selon laquelle le recours aux tribunaux militaires dans ce type d'affaire constitue une violation des obligations internationales relatives aux droits de l'homme (voir, par exemple, l'avis n° 27/2008). Dans ses observations finales concernant la République arabe syrienne, le Comité des droits de l'homme s'est déclaré toujours «préoccupé par les nombreuses allégations selon lesquelles les procédures des tribunaux militaires ne respectent pas les garanties énoncées à l'article 14 du Pacte» (CCPR/CO/71/SYR, par. 17). Dans ses observations finales concernant le rapport initial de la Syrie, le Comité contre la torture s'est dit «profondément préoccupé par les allégations nombreuses, cohérentes et graves selon lesquelles cette juridiction ne fonctionne pas selon les normes internationales régissant les tribunaux» (CAT/C/SYR/CO/1, par. 11). Le Comité a ajouté que la Cour suprême de sûreté de l'État «est habilitée à prononcer des condamnations et imposer des sanctions pénales pour des crimes qui sont très vaguement définis...» (ibid.). Enfin, dans son Observation générale n° 32 (2007) relative au droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, le Comité des droits de l'homme a réaffirmé que les garanties prévues à l'article 14 s'appliquent aux juridictions ordinaires et aux juridictions d'exception à caractère civil ou militaire (CCPR/C/GC/32, par. 22).

14. La détention de M<sup>me</sup> Al-Mallouhi constitue une violation des articles 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Cette détention relève donc également de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

15. Étant donné que la détention de M<sup>me</sup> Al-Mallouhi constitue une violation des obligations internationales relatives aux droits de l'homme, la principale réparation est sa libération immédiate. Il faudrait également rendre effectif son droit à réparation établi au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui est l'expression de principes généraux. Les motifs qui pourraient être avancés pour justifier la détention de M<sup>me</sup> Al-Mallouhi ne sauraient être invoqués pour réfuter une demande d'indemnisation.

16. Le Groupe de travail fait en outre observer que le présent avis n'est qu'un des nombreux avis qu'il a émis concluant que la République arabe syrienne ne respecte pas ses obligations internationales en matière de droits de l'homme (voir, par exemple, les avis n° 1/2011, n° 26/2011 et n° 37/2011). Le Groupe de travail rappelle à la République arabe syrienne son devoir de se conformer à ses obligations internationales relatives aux droits de l'homme qui lui imposent de ne pas procéder à des détentions arbitraires, de libérer les personnes placées en détention arbitraire et de leur offrir réparation. L'obligation de respecter les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme incombe non seulement au Gouvernement mais également à tous les fonctionnaires concernés, notamment juges, agents de sécurité et de police et fonctionnaires de l'administration pénitentiaire investis de responsabilités en la matière. Nul ne peut contribuer à la perpétration de violations des droits de l'homme. Le Groupe de travail souligne également la responsabilité qui peut découler de la détention arbitraire lorsqu'elle constitue un crime contre l'humanité au regard du droit international coutumier.

#### **Avis et recommandations**

17. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M<sup>me</sup> Al-Mallouhi est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 9, 10, 11 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi qu'aux articles 9, 14 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et relève des catégories II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

18. Le Groupe de travail demande au Gouvernement syrien de prendre les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, lesquelles devraient inclure la libération immédiate de M<sup>me</sup> Al-Mallouhi et l'octroi à cette dernière d'une réparation appropriée.

*[Adopté le 1<sup>er</sup> septembre 2011]*

---